



## **Ville de Marseille - Mairie de Marseille**

DGAVPVPD-DRPDGAVPVPD-SRPMDPJDECV  
(41603)

### **Cahier des Clauses Administratives**

**Opérations de grosses réparations et de  
rénovations des installations d'éclairage  
public et de mises en lumière gérées par la  
Ville de Marseille**

**Numéro de la consultation :** 2021\_41603\_0029

**Procédure de passation :** Appel d'offres ouvert

**Date de notification :**

## Sommaire

<b>Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur.....	5
1.2 Procédure.....	5
1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes.....	6
1.3.1 Décomposition en lots.....	6
1.3.2 Décomposition en tranches.....	7
1.3.3 Décomposition en postes.....	7
1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles.....	7
1.5 Accord-cadre à bons de commande.....	7
1.6 Durée du marché - Période de validité.....	7
1.7 Maîtrise d'oeuvre.....	8
1.8 Ordonnancement, Pilotage et Coordination.....	8
1.9 Contrôle Technique.....	8
1.10 Coordination Sécurité et Protection de la Santé.....	8
<b>Article 2 - CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 5 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....</b>	<b>10</b>
5.1 Contenu des prix.....	10
5.2 Nature du prix.....	11
5.3 Variation du prix.....	13
5.4 Disparition d'indice.....	13
<b>Article 6 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....</b>	<b>14</b>

6.1	Règlement des comptes.....	14
6.1.1	Modalités de règlement des comptes.....	14
6.2	Présentation des demandes de paiement.....	15
6.3	Dématérialisation des factures.....	15
6.4	Paiement des co-traitants et des sous-traitants.....	16
6.4.1	Désignation des sous-traitants en cours de marché.....	16
6.4.2	Modalités de paiement direct des co-traitants.....	16
6.4.3	Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	17
6.5	Délais de paiements.....	17
6.6	Intérêts moratoires.....	18
<b>Article 7 - DELAIS D'EXECUTION.....</b>		<b>18</b>
7.1	Délais d'exécution des travaux.....	18
7.2	Prolongation des délais d'exécution.....	19
7.3	Emission des bons de commande.....	19
7.4	Modifications des bons de commande.....	20
<b>Article 8 - PENALITES.....</b>		<b>20</b>
8.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	20
8.2	Pénalités repliement des installations de chantier et remise en état des lieux. .	20
8.3	Autres pénalités.....	20
8.4	Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail.....	21
8.5	Application des pénalités.....	21
<b>Article 9 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>		<b>22</b>
9.1	Retenue de garantie.....	22
9.2	Régime de l'avance.....	22
9.3	Dispositions complémentaires.....	23
<b>Article 10 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>		<b>23</b>
10.1	Provenance des matériaux et produits.....	23
10.2	Conformité aux normes.....	23
<b>Article 11 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>		<b>23</b>

11.1	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	23
11.1.1	Durée de la période de préparation.....	23
11.1.2	Opérations de préparation.....	24
11.2	Plan d'exécution - Notes de calcul - Etude de détail.....	24
11.3	Investigations complémentaires.....	25
11.4	Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	25
11.5	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers.....	25
<b>Article 12 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....</b>		<b>28</b>
12.1	Essais et contrôle des ouvrages.....	28
12.2	Obtention du CONSUEL.....	28
12.3	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage.....	28
12.4	Réception.....	29
12.5	Documents fournis après exécution.....	29
<b>Article 13 - DELAIS DE GARANTIE.....</b>		<b>29</b>
<b>Article 14 - ASSURANCES.....</b>		<b>29</b>
<b>Article 15 - RESILIATION - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....</b>		<b>30</b>
<b>Article 16 - RESERVES SUR BON DE COMMANDE ET ORDRES DE SERVICE.....</b>		<b>30</b>
<b>Article 17 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES.....</b>		<b>30</b>
17.1	Les contraintes réglementaires.....	30
17.1.1	Le RGS.....	30
17.1.2	Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).....	31
17.1.3	Le Code du Patrimoine.....	31
17.2	Les clauses générales de confidentialité.....	31
17.3	Les contrôles.....	32
17.4	Phase de réversibilité.....	32
<b>Article 18 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS.....</b>		<b>32</b>
<b>Article 19 - LOI APPLICABLE.....</b>		<b>33</b>
<b>Article 20 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>		<b>33</b>

## Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE

### 1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Intitulé de la consultation :

Opérations de grosses réparations et de rénovations des installations d'éclairage public et de mises en lumière gérées par la Ville de Marseille

La présente consultation a pour objet : la réalisation de travaux de grosses réparations et de rénovations :

- des installations d'éclairage public et de constructions de réseaux numériques propriétaires dans les espaces ouverts au public gérées par la ville de Marseille tels que les parcs et jardins, squares d'enfants, jeux de boules et autres espaces.
- des installations de mises en lumière du patrimoine de la Ville de Marseille.

Cela comprend principalement la construction de réseaux souterrains ou de tranchées communes de réseaux d'éclairage public et de réseau numérique propriétaire, la pose de réseaux aériens, la dépose d'installations existantes, la mise en place de matériels d'éclairage ou de mises en lumière.

Ne font pas parties du marché les fournitures des matériels d'éclairage ou de mises en lumière telles que précisées dans les documents du marché, l'exploitation des installations existantes et futures, ainsi que l'instruction des Déclarations de Travaux (DT).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

### 1.2 Procédure

La procédure de passation est la suivante :

APPEL D'OFFRES OUVERT - selon les articles suivants : articles R2124-2, R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

#### Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement, avec le titulaire du marché, un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre de la présente consultation.

### 1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes

---

#### 1.3.1 Décomposition en lots

L'ensemble des travaux est réparti en plusieurs lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

N°	Intitulés lots séparés
1	Opérations de grosses réparations et de rénovations des installations d'éclairage public
2	Opérations de grosses réparations et de rénovations des installations de mises en lumière

### **1.3.2 Décomposition en tranches**

L'ensemble des travaux n'est pas subdivisé en tranches.

### **1.3.3 Décomposition en postes**

L'ensemble des travaux n'est pas subdivisé en postes.

## **1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles**

---

L'ensemble des travaux n'est pas subdivisé en tranches.

## **1.5 Accord-cadre à bons de commande**

---

Le présent marché est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, en application des articles R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Les bons de commandes seront émis dans les conditions et limites suivantes :

LOT 1 : Opérations de grosses réparations et de rénovations des installations d'éclairage public

Les valeurs données ci-après sont données par période annuelle,  
Montant minimum annuel : 60 000,00 € H.T.  
Montant maximum annuel : 2 000 000,00 € H.T.

LOT 2 : Opérations de grosses réparations et de rénovations des installations de mises en lumière

Les valeurs données ci-après sont données par période annuelle,  
Montant minimum annuel : 60 000 € H.T.  
Montant maximum annuel : 1 500 000,00 € H.T.

Pour information, les consommations annuelles en moyenne pour les précédents marchés sont les suivantes:

Lot 1 - Opérations de grosses réparations et de rénovations des installations d'éclairage public : 642 000 € H.T.

Lot 2 - Opérations de grosses réparations et de rénovations des installations de mises en lumière : 375 000 € H.T.

## **1.6 Durée du marché - Période de validité**

---

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du marché.

Il est reconductible par période de 1 an, dans la limite de 3 reconductions.

La reconduction du marché se fera de manière **tacite**.

En cas de décision de NON reconduction du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Les bons de commande émis en fin de marché ne pourront voir leur exécution se prolonger de plus de **3** mois après la date d'expiration du marché.

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché.

---

## **1.7 Maîtrise d'oeuvre**

La maîtrise d'oeuvre est confiée au Service Eclairage Public et Illuminations de la Ville de Marseille.

Ville de Marseille  
DECV  
Service Eclairage Public et Illuminations  
Le Grand Pavois  
320/330 avenue du Prado  
13233 MARSEILLE Cedex 20

---

## **1.8 Ordonnancement, Pilotage et Coordination**

Le maître d'oeuvre est chargé de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination du chantier.

---

## **1.9 Contrôle Technique**

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens du Code de la construction et de l'habitation.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont définies dans le CCTP.

Les frais de ce contrôle sont à la charge du titulaire et sont inclus dans l'ensemble des prix du Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

---

## **1.10 Coordination Sécurité et Protection de la Santé**

Les prestations, objet du présent marché, pourront relever de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, relatif à l'intégration de la Sécurité et l'organisation de la coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil. Les conditions d'application de ces textes, et notamment la catégorie de chantier correspondant aux travaux à exécuter seront précisées ultérieurement.



## Article 2 - CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Le marché ne prévoit pas la mise en place d'une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

## Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

**Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. Travaux**, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes désignées ci-après **pour chacun des lots** :
- Le Bordereau de prix unitaires,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le document intitulé Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 publié au JORF du 1er octobre 2009
- Les normes en vigueur, et en particulier :
  - les normes européennes,
  - les normes françaises homologuées ayant trait aux prestations faisant l'objet du marché,
  - autres normes reconnues équivalentes
- Le Mémoire technique **pour chacun des lots**

## Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.  
Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés conjoints, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

## Article 5 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

### 5.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis de la manière suivante :

- En considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles - intempéries, phénomènes naturels - habituels dans la région d'exécution des travaux précisées à l'article 7.2.

- En tenant compte des sujétions d'exécution suivantes :

- la fourniture, le transport et la mise en oeuvre des matériaux et matériels fournis par le titulaire du marché,
- la prise en charge, le transport et la mise en oeuvre des matériels fournis par le service gestionnaire du marché, notamment les candélabres, luminaires, câbles de réseau principal. Le titulaire doit se référer au CCTP et au BPU pour avoir une connaissance exhaustive des matériels à fournir dans le cadre du marché.
- La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique y compris si nécessaire la mise en place d'alternat manuel.
- l'exécution de travaux effectués de nuit, le samedi, le dimanche ou un jour férié, à la demande du titulaire. Une demande de dérogation est faite auprès de l'administration 48 heures à l'avance. L'acceptation de cette dérogation ne peut donner droit au titulaire à aucune majoration pour travaux de nuit ou jour férié. Il est bien entendu que les travaux de nuit demandés dans le cadre des réglementations en vigueur sont inclus dans le bordereau de prix unitaires et ne font pas l'objet de majoration.
- pour les prestations sur les façades comprenant des travaux de percement, sciage ou encastrement, le titulaire doit dans le cadre de la réglementation "Amiante" intervenir systématiquement en sous section 4.
- les démarches auprès des concessionnaire et les délais liés aux demandes effectuées.
- les frais de consignations auprès de concessionnaires autre que celui de l'Eclairage Public,
- les frais de contrôle technique,
- l'ensemble des frais nécessaires à toutes les précautions que le titulaire doit prendre pour éviter les accidents corporels ou matériels. L'administration décline toute responsabilité en cas de dommage.
- les frais liés à l'obtention des différentes autorisations et à la réalisation des prestations de signalisations réglementaires ainsi que celles demandées dans le cadre du présent marché.
- L'ensemble des frais relatifs à l'évacuation et au traitement en décharge des matériaux et matériels déposés dans le respect des normes et règlements en vigueur.
- il peut être inclus dans un même bon de commande plusieurs zones d'interventions. La distance la plus faible entre deux zones consécutives ne pourra être supérieure à 500 mètres.

Le taux de la TVA à prendre en considération est celui en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'article 269 du CGI.

## 5.2 Nature du prix

---

### Prix unitaires :

Le marché est conclu aux prix unitaires figurant dans le Bordereau de Prix Unitaires annexé à l'acte d'engagement.

### **Majoration des prix unitaires**

Les prix concernant les prestations de travaux du marché sont majorés dans les cas suivants :

Pour le LOT 1 :

#### a) Majoration « MN »

Pour les travaux de nuit, du samedi, du dimanche et jours fériés réalisés sur demande expresse du Service d'Eclairage Public et des Illuminations, la majoration « MN » est renseignée par le titulaire dans le BPU.

#### b) Majoration « MF »

Pour les travaux réalisés sur les îles du Frioul ou du château d'If, la majoration « MF » est renseignée par le titulaire dans le BPU.

#### c) Majoration « MC-19 »

Compte tenu de la situation sanitaire liée au COVID-19, une majoration est prévue dans le Bordereau de Prix Unitaires pour tenir compte du surcoût dû à l'application des consignes sanitaires, telles que le port de masque, la distanciation physique et le lavage de mains avec du savon ou du gel hydro-alcoolique.

Cette majoration sera appliquée durant la période de l'état d'urgence sanitaire ou en cas de placement de la commune en situation sanitaire particulière du fait de l'épidémie au niveau local.

Un ordre de service indiquera au titulaire la date à partir de laquelle la majoration sera appliquée et ce jusqu'à ordre contraire.

Dans le cas de commandes en cours, lors de la mise en application de la majoration ou lors de la fin de la mise en application de cette dernière, il sera fait un état de l'avancement des chantiers par constat contradictoire avec le maître d'oeuvre afin que la majoration "MC-19" ne porte que sur les prestations réalisées avec les contraintes de consignes sanitaires.

Les deux majorations "MN" et "MF" ne sont pas cumulables, seule la majoration la plus favorable pour l'entrepreneur est retenue.

Seule la majoration "MC-19" est cumuleable avec l'une des deux précédentes.

Pour le LOT 2 :

a) Majoration « MN »

Pour les travaux de nuit, du samedi, du dimanche et jours fériés réalisés sur demande expresse du Service d'Eclairage Public et des Illuminations, la majoration « MN » est renseignée par le titulaire dans le BPU.

b) Majoration « MF »

Pour les travaux réalisés sur les îles du Frioul ou du château d'If, la majoration « MF » est renseignée par le titulaire dans le BPU.

c) Majorations "MH"

Pour les travaux nécessitant un engin élévateur supérieur à 16 m, la série de majoration "MH" est renseignée par le titulaire dans le BPU.

Seuls les articles concernés par l'utilisation d'engins supérieurs à 16 m se verront appliquer la majoration adaptée à la hauteur de l'intervention.

Ces majorations s'appliquent après demande du titulaire avec justificatif et après accord du maître d'oeuvre.

c) Majoration "MA"

Pour les travaux nécessitant l'intervention d'une équipe de cordistes, la majoration "MA" est renseignée par le titulaire dans le BPU.

Seuls les articles concernés par l'intervention d'une équipe de cordiste se verront appliquer la majoration "MA".

Cette majoration s'applique après demande du titulaire avec justificatif et après accord du maître d'oeuvre.

d) Majoration « MC-19 »

Compte tenu de la situation sanitaire liée au COVID-19, une majoration est prévue dans le Bordereau de Prix Unitaires pour tenir compte du surcoût dû à l'application des consignes sanitaires, telles que le port de masque, la distanciation physique et le lavage de mains avec du savon ou du gel hydro-alcoolique.

Cette majoration sera appliquée durant la période de l'état d'urgence sanitaire ou en cas de placement de la commune en situation sanitaire particulière du fait de l'épidémie au niveau local.

Un ordre de service indiquera au titulaire la date à partir de laquelle la majoration sera appliquée et ce jusqu'à ordre contraire.

Dans le cas de commandes en cours, lors de la mise en application de la majoration ou lors de la fin de la mise en application de cette dernière, il sera fait un état de l'avancement des chantiers par constat contradictoire avec le maître d'oeuvre afin que la majoration "MC-19" ne porte que sur les prestations réalisées avec les contraintes de consignes sanitaires.

Les deux majorations "MN" et "MF" ne sont pas cumulables, seule la majoration la plus favorable pour l'entrepreneur est retenue.

Les autres majorations sont cumulables avec l'une des deux précédentes.

### 5.3 Variation du prix

---

Les prix sont révisibles selon les modalités fixées ci-après.

#### Révision des prix selon formule paramétrique :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix du marché évoluent de la manière suivante en fonction de l'évolution des conditions économiques. Les prix sont révisibles.

Pour déterminer les prix de règlement, il sera fait application de la formule de révision figurant ci-après.

Les prix sont révisés **annuellement** à chaque date anniversaire de la notification du marché, en application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times [0.15 + 0.85 \times (I(n)/I(0))]$$

Les paramètres figurant dans la formule ont la signification suivante :

P (n) : Prix après révision

P (0) : Prix à la date limite de remise des offres

I (n) : Valeur de l'indice **TP12B- Eclairage public - travaux d'installation, identifiant n°001711003 site Internet : INSEE**, pris **3 mois avant chaque date anniversaire de la notification.**

I (0) : Même indice pris à la date limite de remise des offres.

Le coefficient de révision applicable sera celui du début du délai d'exécution du bon de commande.

### 5.4 Disparition d'indice

---

Dans le cas de disparition d'indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable dès lors qu'il correspond à la structure de prix de la prestation.

Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'elles.

## Article 6 - PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

### 6.1 Règlement des comptes

Par dérogation aux articles 11 et 13 du CCAG travaux, le règlement des comptes se fera de la façon suivante :

Le règlement des comptes du marché s'effectue par bon de commande sur la base de projets de décompte présentés soit à l'achèvement de la commande soit mensuellement.

Toutefois, les bons de commande d'un montant inférieur à 5000 € HT et d'une durée inférieure à 3 mois sont réglés en une seule fois.

Pour le paiement du solde des bons de commande, un projet de décompte final reprend l'ensemble des prestations exécutées et payées. Il est transmis au maître d'oeuvre dans le délai d'un mois à compter de la réception des prestations.

En application de l'article R2191-22, si le titulaire est une PME au sens de l'article R2151-13 du Code de la commande publique, le délai est ramené à un mois.

#### 6.1.1 Modalités de règlement des comptes

a) Modalités de remise des projets de décompte sont les suivantes :

Chaque bon de commande fait l'objet d'un décompte particulier.  
Un décompte ne peut pas regrouper plusieurs commandes.

En cas de demande d'acompte, le titulaire établit sa demande de paiement sous forme d'un projet de décompte sur la base d'un constat contradictoire entre le titulaire du marché et le maître d'oeuvre.

**Aucun projet de décompte n'est accepté sans établissement d'un constat contradictoire préalable.**

Le titulaire établit un projet de décompte comportant outre les mentions légales, les mentions indiquées à l'article 6.2 du présent CCAP.

Si le projet de décompte est accepté par l'Administration, il devient décompte. Dans le cas contraire, le projet de décompte est refusé et le titulaire doit représenter un nouveau projet de décompte conforme.

b) Modalités de remise des projets de décompte final :

Le projet de décompte final est établi sur la base d'un constat contradictoire.

**Aucun projet de décompte final n'est accepté sans établissement d'un constat contradictoire préalable.**

Le titulaire établit un projet de décompte final comportant outre les mentions légales, les mentions suivantes indiquées à l'article 6.2 du CCAP.

Ce projet de décompte final est accepté par l'Administration et il devient décompte final de la prestation. Dans le cas contraire, le projet de décompte final est refusé et le titulaire doit représenter un nouveau projet de décompte final conforme.

c) Pièces annexes du décompte :

Le titulaire doit transmettre concomitamment à son décompte (mensuel ou final) l'ensemble des pièces justificatives suivantes :

- bon de commande, initial et modificatifs le cas échéant,
- ordre(s) de service éventuel(s),
- constat(s) contradictoire(s),
- PV de réception pour le décompte final

**Décompte général et définitif du marché**

Il n'est pas fait de Décompte Général et Définitif du marché.

## **6.2 Présentation des demandes de paiement**

Les factures afférentes au marché sont établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom / la raison sociale et l'adresse du créancier
- le numéro de SIRET et code APE
- la nature juridique pour les personnes morales
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant
- **La date et le numéro du bon de commande**
- La nature des prestations
- La quantité
- Le prix de base hors révision et hors taxes
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total de la facture en euro HT et TTC
- La date et le numéro de facture.

Pour les candidats européens sans établissement en France : en lieu et place du numéro de SIRET, indiquer le N° de TVA intracommunautaire  
N° de TVA intracommunautaire de la Ville de Marseille : FR75211300553

## **6.3 Dématérialisation des factures**

Le titulaire, ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique, conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et R2192-1 à R2192-3 du Code de la Commande Publique.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le "portail public de facturation" sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures et d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal des factures ainsi que de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont **disponibles directement sur le site**.

Pour accéder à la « structure »(au sens CHORUS PRO) Ville de Marseille adéquate, le titulaire sera informé du **numéro SIRET** devant être utilisé.

De même, la Ville de Marseille a choisi de rendre obligatoire la **référence à l'engagement**. Le ou les numéros d'engagement seront communiqués au titulaire par le service gestionnaire du marché ou par le service acheteur.

**Sous peine d'irrecevabilité, les factures seront déposées dans CHORUS PRO en respectant l'obligation de renseignement exact des 2 numéros précités.**

## **6.4 Paiement des co-traitants et des sous-traitants**

L'Acte d'Engagement indique la répartition des paiements entre l'entrepreneur titulaire et ses sous-traitants, ou, le cas échéant, entre l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous traitants.

### **6.4.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché**

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la décision prévue à l'article 3.6.1 du CCAG.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement (les sous-traitants directs du titulaire du marché) :

- Les renseignements mentionnés à l'article 3.4.2 du CCAG Travaux ;
- Le compte à créditer;
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du Code de la commande publique;
- Le comptable assignataire des paiements.

### **6.4.2 Modalités de paiement direct des co-traitants**

Lorsque le marché est passé avec un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Lorsque le marché est passé avec un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations assignées à ce cotraitant.



#### **6.4.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants**

Conformément aux dispositions des articles L2193-11 et R2193-10 du Code de la commande publique, seuls les sous-traitants directs du titulaire du marché (qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées) peuvent bénéficier du paiement direct.

Le paiement direct des sous-traitants régulièrement acceptés est mis en oeuvre selon les modalités prévues par le Code de la commande publique, et notamment, par ses articles R2193-11 à 16.

Les sous-traitants adressent leur demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire.

Le délai global de paiement du sous-traitant est de 30 jours. Ce délai est compté dans les conditions prévues aux articles R2192-22 et R2192-23 du Code de la commande publique.

### **6.5 Délais de paiements**

Le règlement de l'acompte intervient dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de remise du projet de décompte par l'entrepreneur au maître d'oeuvre. A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global de 30 jours (ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à 30 jours) est ouvert. Lorsque l'ordonnateur et le comptable ne relèvent pas de la même personne morale et sont convenus d'un délai de règlement conventionnel, ce nouveau délai global ne peut être inférieur à 15 jours augmentés du délai maximum prévu pour l'intervention du comptable dans le cadre de ce délai de règlement conventionnel.

Dans l'hypothèse où le comptable assignataire suspend le paiement, le maître d'oeuvre peut notifier par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception à l'entrepreneur cette suspension.

Le paiement du solde sera effectué dans un délai de 30 jours à compter de la réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les sommes dues à l'entrepreneur titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants en exécution du présent marché sont réglées dans un délai global de paiement égal à 30 jours et sont soumis à la réglementation en vigueur.

Le point de départ du délai global de paiement varie selon les cas suivants :

S'agissant des décomptes ou des acomptes dus à l'entrepreneur titulaire et des paiements dus aux sous-traitants par paiement direct, le point de départ du délai global de paiement correspond à la date de réception, par la personne publique, des projets de décompte et des pièces annexées qui doivent lui être adressés par tout moyen permettant d'attester une date certaine de leur réception.

En ce qui concerne le cas particulier des articles R2192-22 et R2192-23 du Code de la commande publique, le point de départ du délai de paiement du sous-traitant correspond à la date certaine de réception de sa demande de paiement par la personne publique.

## **6.6 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice des titulaires ou des sous-traitants payés directement. Il est fait application, pour toute la durée du marché, du taux des intérêts moratoires égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 Euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

## **Article 7 - DELAIS D'EXECUTION**

### **7.1 Délais d'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG Travaux, le délai d'exécution des travaux sera porté sur chaque bon de commande signé par une personne habilitée, qui précise la nature des prestations demandées et le délai d'exécution.

Le délai d'exécution commence à courir à la date indiquée dans le bon de commande ou à la date de notification du bon de commande si celle-ci est postérieure à la date prévue.

Les prestations commandées sont terminées lorsque le chantier et ses abords ont été débarrassés de tous matériaux, matériels et déblais, les réfections sur chantier effectuées, le repliement des installations de chantier réalisé y compris la dépose des panneaux de chantier et le dossier des ouvrages exécutés remis et accepté par l'administration.

Les délais d'exécution des travaux sont calculés sur les bases indicatives suivantes:

- \* démarches administratives : 8 semaines ramenées à 5 semaines en cas de non nécessité de Demande d'Autorisation d'Exécuter des Travaux (DAET)
- \* remplacement d'une lanterne: 6 points lumineux par jour
- \* pose de points lumineux sur façades y compris raccordements et alimentation : 4 points lumineux par jour
- \* remplacement d'un luminaire de mise en lumière : 3 point lumineux par jour
- \* pose de points lumineux de mise en lumière : 3 point lumineux par jour
- \* pose d'un support bois équipé y compris réseau aérien : 2 supports par jour
- \* pose d'un candélabre sans confection de massif : 4 candélabres par jour
- \* réalisation d'un massif : 4 unités par jour
- \* confection d'un réseau souterrain : 25 mètres par jour
- \* dépose d'un support : 4 unités par jour
- \* dépose d'un point lumineux sur support conservé : 6 unités par jour
- \* démolition de massif : 3 unités par jour

\* rédaction et remise du DOE : 2 semaines

Il est précisé que les quantités ci-dessus tiennent compte des difficultés résultant de la réalisation en plusieurs phases des prestations commandées et peuvent ne pas être cumulatives.

Ces délais peuvent être diminués par l'Administration en l'absence de démarches administratives ou lors de réalisation de quantités importantes permettant d'optimiser les délais d'interventions.

## 7.2 Prolongation des délais d'exécution

---

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, les délais pourront être prolongés au moyen d'ordres de service et de bons de commandes modificatifs.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 19. 2. 3 du C.C.A.G., le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plus des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

Pluie

Intensité limite : **30** mm par jour

Durée limite : **1** jour

Vent

Intensité limite : supérieur à **120** km / h

Durée limite : **1** jour

Gel

Intensité limite : inférieur à **zéro** degré journée

Durée limite : **3** jour

Neige

Intensité limite : **10** cm par jour

Durée limite : **3** heures

Les mesures de référence sont prises à la station Météo France de Marignane (Aéroport Marseille Provence).

## 7.3 Emission des bons de commande

---

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par le service et qui comporteront :

- La référence au marché,
- La désignation des **prestations** à effectuer
- La quantité commandée,
- Le lieu **d'exécution**,
- Le délai **d'exécution**,
- Le montant total en Euro HT et TTC du bon de commande
- La date

Les bons de commande seront notifiés par **courrier, par mail** (avec accusé de réception, à défaut le lendemain de la date d'envoi sera pris en compte) ou remis en mains propres.

Le délai d'exécution commence à courir à la date indiquée dans le bon de commande ou à la date de notification du bon de commande si celle-ci est postérieure à la date prévue.

La durée maximale de validité de chaque bon de commande est fixée à 6 mois.

## **7.4 Modifications des bons de commande**

---

Il est dérogé aux articles 15 et 16-1 du CCAG travaux.

Aucune indemnité n'est due au titulaire en cas d'augmentation ou de diminution du bon de commande initial

## **Article 8 - PENALITES**

### **8.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux**

---

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG Travaux, le titulaire subira par jour de retard, par rapport au délai fixé **dans le(s) bon(s) de commande**, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de **1% calculé sur le montant total HT du décompte final accepté**.

Dans tous les cas, la pénalité journalière de retard ne pourra être inférieure à 100 euros.

Toutefois, le montant des pénalités de retard ne peut dépasser le montant total **du décompte final**.

### **8.2 Pénalités repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

---

Le repliement de chantier doit être effectué par le titulaire dans le délai d'exécution du bon de commande.

Si les installations de chantier n'ont pas été retirées et/ou la remise en état des lieux on faite, il sera appliqué la pénalité prévue pour retard dans l'exécution (article 8.1)

### **8.3 Autres pénalités**

---

#### **- Pénalité pour absence d'information de date de démarrage de travaux :**

Le non envoi du courriel conformément aux prescriptions du CCTP fait l'objet d'une pénalité de 350 €.

**- Pénalité pour non respect du délai de remise des sous-détails de prix :**

En cas de non respect du délai indiqué dans l'ordre de service, le titulaire encourt une pénalité de 120 € / jour calendaire de retard.

**- Pénalité pour non respect des prescriptions de signalisation de chantier :**

Une pénalité de 120 euros par constat est appliquée dans la limite d'un constat par demi-journée.

**- Pénalité pour non respect du délai de remise du compte rendu de piquetage et plans d'exécution**

La non remise au maître d'oeuvre du compte rendu du piquetage et/ou des plans d'exécution au delà de 15 jours après le piquetage est sanctionné par application d'une pénalité de 120 € par jour calendaire de retard.

**- Pénalité pour retard de réfections provisoires après remblaiement :**

Il est appliqué une pénalité de 120 € par jour de retard en cas de non respect du règlement du gestionnaire des espaces concernés.

**- Pénalité pour défaut de panneaux de chantier type "Ville de Marseille" :**

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour poser le ou les panneaux de chantier type "Ville de Marseille" à partir de la date du piquetage.

Le non respect de ce délai fait l'objet d'une pénalité de 120 € par jour calendaire de retard.

#### **8.4 Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail**

En application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17/05/2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail se verra infliger une pénalité d'un montant **de 50 euros par jour de retard**.

Le montant de cette pénalité sera au plus égal à 10% du montant du présent contrat et ne pourra excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

#### **8.5 Application des pénalités**

Par dérogation à l'article 20.1.4 du CCAG Travaux, le montant des pénalités n'est pas révisable.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

L'ensemble des pénalités sont cumulables et peuvent atteindre jusqu'à 150% du montant des éventuels acomptes et/ou sur le décompte final et/ou éventuellement par l'émission d'un titre de recette.

## **Article 9 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **9.1 Retenue de garantie**

Une retenue de garantie égale à 5 % sera appliquée sur chaque acompte, dans les conditions prévues aux articles R2191-32 à 42 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie pourra être remplacée au gré de l'entrepreneur par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie, ou cette caution, devra être établie selon le modèle fixé par l'arrêté du Ministre chargé de l'Economie et des Finances en date 22 mars 2019 (annexe n°13 au Code de la commande publique). En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant apporté leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

Si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux personnes ayant apporté leur caution ou leur garantie et si celles-ci n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie est remboursée ou les personnes libérées au plus tard un mois après la date de leur levée.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par mainlevée délivrée par le maître de l'ouvrage.

### **9.2 Régime de l'avance**

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues aux articles R2191-3 à 19 du Code de la commande publique et à l'acte d'engagement.

Elle est versée le cas échéant dans le délai de 30 jours à compter de la date de début du délai contractuel d'exécution du marché, du bon de commande ou de la tranche.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11, R2191-12 et R2191-29 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial du présent marché et se termine lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du même montant selon un rythme calculé au prorata du pourcentage d'avancement.

### 9.3 Dispositions complémentaires

L'avance ne pourra toutefois être versée qu'après constitution par le titulaire d'une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur en a donné son accord, d'une caution personnelle et solidaire d'un montant de 100 % du montant de l'avance et dont l'objet est de garantir le remboursement de l'avance consentie.

## Article 10 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

### 10.1 Provenance des matériaux et produits

Le titulaire du marché doit indiquer au maître d'oeuvre la provenance de des matériaux, produits et composants de construction dont le choix est laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé dans les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage

Par dérogation à l'article 26.1 du CCAG, le C.C.T.P. désigne les matériels, fournis au titulaire du marché et précise les conditions de leur délivrance.

### 10.2 Conformité aux normes

Les fournitures seront conformes aux normes en vigueur, normes homologuées ou autres normes reconnues équivalentes, en vertu de l'article R2111-11 du Code de la commande publique.

Toute norme décrite dans le présent marché, dont l'usage n'est pas rendu obligatoire par une réglementation, est entendue comme comprenant la mention "ou équivalent" même si elle n'est pas expressément suivie de cette mention.

## Article 11 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

### 11.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

En application l'article 28.1 du C.C.A.G.-Travaux, il est fixé une période de préparation incluse dans le délai d'exécution de chaque bon de commande.

#### 11.1.1 Durée de la période de préparation

Par dérogation à l'article 28-1 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation est incluse dans le délai d'exécution de chaque bon de commande.

### **11.1.2 Opérations de préparation**

Il est procédé au cours de cette période, aux opérations suivantes :

Le titulaire du marché doit, sans attendre la validation des plans d'exécution, procéder à l'ensemble des préparatifs du chantier nécessaire au respect du délai d'exécution de la commande.

A titre informatif, en fonction des démarches et documents à établir par le titulaire, un délai pouvant aller entre 3 et 56 jours pourra être prévu par l'Administration dans le délai d'exécution pour permettre au titulaire d'effectuer les mesures nécessaires.

Dès la date de début d'exécution du bon de commande, le titulaire doit :

- Etablir et remettre au maître d'oeuvre des plans d'exécution et autres documents nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G,
- Transmettre les demandes d'intention de commencement de travaux (DICT ou DT/DICT) auprès des différents concessionnaires dans un délai de 15 jours maximum à compter du début du délai d'exécution de la commande.
- Réaliser le piquetage général et si nécessaire le piquetage spécial des ouvrages en présence du maître d'oeuvre,
- Procéder aux demandes d'autorisations administratives auprès des services concernés pour l'obtention des autorisations nécessaires à l'occupation du domaine public et à la réalisation des installations projetées avant même la validation des plans d'exécution,
- A la demande de l'Administration le titulaire doit fournir les fiches techniques et/ou caractéristiques des matériels nécessaires à la réalisation des travaux objet de la commande.
- Etablir le calendrier d'exécution des travaux.
- Établir, le cas échéant, le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur intervenant sur le chantier (sous-traitants et, le cas échéant, co-traitants). Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 15 jours à partir de la remise du PGC au titulaire.

## **11.2 Plan d'exécution - Notes de calcul - Etude de détail**

Les plans et autres documents d'exécution des travaux propres à chaque bon de commande sont établis par le titulaire et soumis au visa du maître d'oeuvre dans un délai de 15 jours après le piquetage.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG Travaux, le maître d'oeuvre doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.



Les documents d'exécution seront remis au Maître d'oeuvre selon les modalités suivantes : 3 exemplaires papier remis contre récépissé au maître d'oeuvre ou transmis par voie postale avec accusé de réception et un au format numérique transmis par voie électronique.

### **11.3 Investigations complémentaires**

---

Concernant les demandes de déclaration de projet de travaux (DT), si des investigations complémentaires s'avèrent nécessaires, le titulaire du marché en fait part au service gestionnaire du marché avec les documents justificatifs afin que celui-ci émette un bon de commande de travaux d'investigations complémentaires.

### **11.4 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

---

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

### **11.5 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

---

Les mesures à prendre seront définies selon le type de chantier et la réglementation en vigueur.

#### **11.5.1 Emplacements mis gratuitement à la disposition du titulaire**

Le titulaire peut occuper le domaine public dans les limites des zones précisées par le maître d'oeuvre et sous réserve d'acceptation de cette occupation par les services compétents.

Ces emplacements sont mis gratuitement à la disposition du titulaire pour ses installations de chantier et dépôt provisoires de matériels et matériaux sur l'ensemble de la commune et en fonction de la localisation des chantiers.

Ces emplacements sont remis en état par le titulaire en fin de travaux.

#### **11.5.2 Panneaux de chantier**

Le titulaire met en place :

- les panneaux de chantier obligatoires d'information de l'entreprise.
- les panneaux de chantier type "Ville de Marseille", tels que définis au CCTP dans le respect de la ou des chartes graphiques en vigueur au moment des travaux et communiquées au titulaire du marché en cours de marché,
- tous autres panneaux de partenaires fournis par le maître d'oeuvre.

### 11.5.3 Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG travaux, le titulaire effectue à ses frais, les demandes d'autorisations administratives auprès des services concernés pour l'obtention des autorisations nécessaires à l'occupation du domaine public, la réalisation des installations projetées et la demande de dépose des panneaux de police et de jalonnement.

Ces démarches sont incluses dans le délai d'exécution de chaque bon de commande.

### 11.5.4 Implantation des ouvrages

#### Piquetage général

Le titulaire est tenu de procéder en présence du maître d'oeuvre, avant le commencement des travaux, au piquetage général des ouvrages à réaliser.

Un Avant Projet Sommaire (A.P.S.) est remis par le maître d'oeuvre au représentant du titulaire du marché lors du piquetage effectué dès le début de l'exécution des prestations.

Les documents sont fournis au format papier et/ou numérique.

Par dérogation à l'article 27.4 du CCAG, le titulaire du marché communique au maître d'oeuvre le compte rendu du piquetage dans les 15 jours de sa réalisation.

#### Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire du marché adresse à tous les exploitants susceptibles d'occuper le domaine public et avant l'ouverture des fouilles, une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT ou DT/DICT) précisant le lieu d'exécution, la date de leur commencement et leur nature.

Le titulaire du marché réalise le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, en même temps que le piquetage général.

Le dossier APS fourni par le maître d'oeuvre recense l'ensemble des réseaux connus en classe A, sauf dans le cas de chantiers réalisés après demande de DT/DICT groupées.

**En cas de dommage à un réseau, l'entreprise informera sans délai l'exploitant du réseau intéressé et rendra compte au maître d'oeuvre.**

### 11.5.5 Matériels réutilisables

Des matériels faisant partie des installations d'éclairage déposées suite à des travaux pourront être considérés comme réutilisables.

Le maître d'oeuvre décide avant la dépose, et au cas par cas, si ce matériel est réutilisable.

En cas de matériel jugé réutilisable par le maître d'oeuvre le titulaire du marché remise à ses frais, ce matériel dans les lieux de stockage désignés par le maître d'oeuvre situés sur la commune de Marseille ou les communes limitrophes.

Dans le cas où le maître d'oeuvre ne souhaite pas récupérer ce matériel, celui-ci sera considéré comme déchet de chantier et traité à ses frais comme tel par le titulaire du marché.

#### **11.5.6 Explosifs**

Par dérogation à l'article 31.11 du CCAG Travaux l'emploi d'explosifs est interdit.  
Le lieu des travaux est susceptible de contenir des engins de guerre non explosés.

#### **11.5.7 Présence d'amiante**

##### Travaux sur revêtement de voirie :

Pour les prestations sur des revêtements de voirie comprenant des travaux de percement, sciage ou terrassement avec présence d'amiante des articles spécifiques sont prévus au bordereau de prix unitaires.

L'utilisation de ces articles est faite sur décision du maître d'oeuvre et uniquement pour les zones recensées par ce dernier avec une présence d'amiante en sous section 4.

##### Travaux sur façades :

Pour les prestations sur les facades comprenant des travaux de percement, sciage ou encastrement, le titulaire doit intervenir systématiquement en sous section 4.

#### **11.5.8 Déchets de chantier**

L'ensemble des matériaux et matériels déposé est évacué et traité en décharge dans le respect des normes et règlements en vigueur, au moment de l'exécution du marché, aux frais de l'entrepreneur.

Les prix du Bordereau Prix Unitaires sont considérés comme incluant cette obligation.

Les coûts de ces missions sont inclus dans les prix, aucune indemnité, ni rétribution supplémentaire n'est accordée au titulaire du marché.

Seul le stockage des déchets de l'amiante pour les prestations réalisées en sous section 4 fait l'objet de prix spécifiques dans le Bordereau de Prix Unitaires.

Le titulaire du marché doit pouvoir fournir au maître d'oeuvre tous les justificatifs des opérations de traitement des déchets dont il a la charge.

#### **11.5.9 Signalisation de chantier à l'égard de la circulation publique**

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée par l'entrepreneur.

Si la mise en place d'un alternat manuel et validée ou demandée par les services compétents le titulaire doit exécuter cette prestation.

Aucun prix spécifique de signalisation de chantier n'est prévu au Bordereau de Prix Unitaires, cette prestation y compris l'alternat manuel est incluse dans l'ensemble des articles du Bordereau de Prix Unitaires.

Les conditions de signalisations sont les suivantes :

Toutes les interventions sur le domaine public se font dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les conditions particulières prévues au présent marché.

La signalisation des travaux de type chantiers mobiles ou fixes doit être conforme au Code de la route ou aux instructions réglementaires contenues dans le document de la signalisation routière, livre I - 8ème partie de la signalisation temporaire, Ministère de l'équipement.

En cas de carence de signalisation de chantier et après une mise en demeure les autorités compétentes pourront prendre aux frais du titulaire du marché les mesures nécessaires.

## **Article 12 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX**

### **12.1 Essais et contrôle des ouvrages**

Les essais et contrôles des ouvrages ou partie (s) d'ouvrage (s) prévus par le C.C.T.P. sont assurés par l'entrepreneur à la diligence et en présence du Maître d'oeuvre.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG, les essais et contrôles supplémentaires demandés par le maître d'oeuvre sont à la charge du titulaire.

### **12.2 Obtention du CONSUEL**

En application du décret n°72-1120 du 14/12/1972 modifié, le titulaire du marché fait à ses frais les démarches nécessaires pour l'obtention d'attestations de conformité des installations électriques délivrées par le CONSUEL.

### **12.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage**

Le maître d'oeuvre se réserve le droit de disposer des ouvrages ou parties d'ouvrages-non encore achevés et désignés dans les conditions suivantes :

Dans certains cas et pour des raisons de sécurité, des installations sont mises à disposition du maître d'oeuvre afin d'assurer le maintien de l'éclairage public.

Il est alors procédé à une mise sous tension des installations en accord avec le maître d'oeuvre et l'Exploitant.

Avant cette mise sous tension, il est exigé du titulaire du marché:

- un plan des schémas électriques des installations
- les certificats de conformité des installations.

Par dérogation à l'article 43, les installations mises sous tension restent sous la responsabilité du titulaire du marché jusqu'à la réception des ouvrages.

## **12.4 Réception**

Par dérogation aux articles 41.1 à 3 du C.C.A.G.-Travaux :

Pour chaque bon de commande, il est procédé à la réception des ouvrages et du DOE en présence des représentants du titulaire du marché et du maître d'oeuvre.

Le titulaire du marché adresse sa demande de réception des ouvrages au plus tard 7 jours après la date de fin de réalisation des ouvrages dans le respect des prescriptions, de l'article 7.1 du présent CCAP.

Cette demande doit préciser la date de fin de réalisation des ouvrages objets du bon de commande.

Au delà de ce délai, c'est la date de la demande de réception qui tient lieu de date de fin de travaux.

La date des opérations de réception des ouvrages est fixée par le maître d'oeuvre dans un délai maximum de 3 semaines à partir de la date de réception de la demande.

Les conditions de réception des ouvrages respectent les articles 41-4 à 41-8 du CCAG travaux.

## **12.5 Documents fournis après exécution**

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, les plans et autres documents à remettre par les titulaires seront présentés dans les formes et conditions suivantes :

Le titulaire du marché fournit pour chaque réception d'ouvrage un dossier des ouvrages exécutés (DOE) tel que défini au CCTP.

Dans le cas où le DOE est incomplet ou non conforme, la réception des ouvrages n'est pas prononcée dans l'attente de l'acceptation de ce dernier.

## **Article 13 - DELAIS DE GARANTIE**

Le délai de garantie prévu à l'article 44. 1 du C.C.A.G.-Travaux ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Le délai de garantie est d'un an à compter de la date de la réception.

## **Article 14 - ASSURANCES**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,

- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

## **Article 15 - RESILIATION – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

L'ensemble des dispositions du CCAG travaux (chapitre 6) est applicable

Le refus par l'entreprise d'exécuter un bon de commande, après mise en demeure, pourra entraîner des sanctions allant jusqu'à la résiliation du marché suivant les dispositions de l'article 48 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, l'entreprise disposera de HUIT jours à compter de la mise en demeure.

Par ailleurs, en cas d'inexactitude des renseignements prévues aux articles R2143-6 à 16 du Code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du cocontractant de la personne publique et exécuté à ses frais et risques.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-6 à 16 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié aux torts du cocontractant de la personne publique et exécuté à ses frais et risques.

## **Article 16 - RESERVES SUR BON DE COMMANDE ET ORDRES DE SERVICE**

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-Travaux, en cas de réserves de la part de l'entreprise concernant un bon de commande, l'entrepreneur ne disposera que de Huit (8) jours pour les présenter par écrit au Maître d'oeuvre.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, en cas de réserves de la part de l'entreprise concernant un ordre de service, l'entrepreneur ne disposera que de **Huit (8)** jours pour les présenter par écrit au Maître d'oeuvre.

## **Article 17 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES**

### **17.1 Les contraintes réglementaires**

#### **17.1.1 Le RGS**

Le décret **RGS (Référentiel Général de Sécurité)**, pris en application de **l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 Décembre 2005**, dite « ordonnance télé-services » et en vigueur depuis le 19 Mai 2013, s'impose à la totalité des systèmes d'information, et nous oblige à garantir la sécurité des échanges électroniques entre le citoyen et l'administration, entre deux administrations ou entre une administration et ses partenaires. Ces échanges électroniques sont également nommés **télé-services**.

### **17.1.2 Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)**

Sont applicables dans le cadre de ce marché les dispositions du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données).

Il est notamment nécessaire de confirmer le respect de l'article 44 du Règlement Général sur la Protection des Données qui précise que le transfert de données personnelles à l'extérieur de l'Union Européenne ne peut se faire qu'à certaines conditions contractuelles et en co-responsabilité du responsable de traitement et du titulaire du marché (sous-traitant au sens du RGPD)

L'ensemble des conditions sont définies dans l'annexe « Protection des données » de l'acte d'engagement, le cas échéant.

### **17.1.3 Le Code du Patrimoine**

Les documents et données produits ou reçus par la Ville de Marseille constituent des archives publiques.

Or, la **loi n°2015-195** promulguée le 20 février 2015 et modifiant **l'article L.111-1 du Code du Patrimoine**, qualifie les archives publiques de "Trésors nationaux" et ne peuvent donc sortir du territoire douanier qu'après autorisation du Service inter-ministériel des Archives de France (SIAF) et seulement dans certains cas précis.

## **17.2 Les clauses générales de confidentialité**

Les supports informatiques physiques et documents fournis par la **Ville de Marseille** à la société prestataire restent la propriété de la **Ville de Marseille**.

**Les données** contenues dans ces supports et documents sont **strictement couvertes par le secret professionnel** (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prestataire prendra connaissance à l'occasion de l'exécution de ce marché.

**La société** prestataire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue dans ce marché, l'accord préalable du responsable du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans ce marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du marché ;
- échanger des informations personnelles, sensibles ou des authentifications/identifications uniquement de manière chiffrée ;
- en fin de marché à procéder à la mise à disposition de toutes les données appartenant à la Ville de Marseille ;
- et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

### 17.3 Les contrôles

**La Ville de Marseille** se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations réglementaires et techniques de sécurité par la société prestataire, notamment par la réalisation d'audits ponctuels.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

**La Ville de Marseille** pourra prononcer la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

### 17.4 Phase de réversibilité

Au terme du marché, le prestataire s'engage à faciliter la réversibilité selon les modalités choisies par la **Ville de Marseille** et à fournir toutes les informations et prestations utiles à sa mise en oeuvre.

La fourniture de toutes les **informations relatives à l'exécution du marché**, la **documentation** constituée durant la prestation, sous forme électronique mise à jour, ainsi que le **transfert de connaissance** sont inclus dans le présent marché. Ce transfert se fera directement aux équipes de la Ville de Marseille.

## Article 18 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", nous demandons aux titulaires de bien vouloir y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-7 à 10 du Code de la commande publique, et notamment :

- les attestations fiscales et sociales,
- l'inscription au RCS (K ou K Bis),
- la garantie décennale pour les marchés de travaux,



- la liste nominative des travailleurs étrangers
- l'attestation sur l'honneur relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés. Par ailleurs, le logiciel garantit la confidentialité des documents déposés.

L'interface e-attestations est une solution **gratuite** de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

## **Article 19 - LOI APPLICABLE**

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Conformément aux articles R2197-1 à 24 du Code de la commande publique, il pourra être fait appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

## **Article 20 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Dérogations au CCAG-TRAVAUX :

- l'article 3 déroge à l'article 4,1 du CCAG
- l'article 6,1 déroge aux articles 11 et 13 du CCAG
- l'article 7,1 déroge à l'article 19,1 du CCAG
- l'article 7.2 déroge à l'article 19.2 du CCAG
- l'article 7.4 déroge aux articles 15 et 16.1 du CCAG
- l'article 8.1 déroge à l'article 20.1 du CCAG
- l'article 8.5 déroge aux articles 20.1.4 et 20.4 du CCAG
- l'article 10.1 déroge à l'article 26.1 du CCAG
- l'article 11.1.1 déroge à l'article 28.1 du CCAG
- l'article 11.2 déroge à l'article 29.1.5 du CCAG
- l'article 11.5.3 déroge à l'article 31.3 du CCAG
- l'article 11.5.4 déroge aux articles 27.3.1 et 27.4 du CCAG
- l'article 11.5.6 déroge à l'article 31.11 du CCAG
- l'article 12.1 déroge à l'article 38 du CCAG
- l'article 12.3 déroge à l'article 43 du CCAG
- l'article 12.4 déroge aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG
- l'article 12.5 déroge à l'article 40 du CCAG
- l'article 15 déroge à l'article 48.1 du CCAG
- l'article 16 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.2 du CCAG